

LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU OUGANDA

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE



**2020
RAPPORT**

www.paradigmhq.org



     @ParadigmHQ

LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU OUGANDA 2020 RAPPORT

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

Publié par Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: media@paradigmhq.org

www.paradigmhq.org

Publié en Avril 2021

Rapport rédigé par Apolo Kakaire

Équipe Éditoriale: 'Gbenga Sesan, Kathleen Ndongmo, Koliwe Majama, Margaret Nyambura Ndung'u,

Mawaki Chango, Nnenna Paul-Ugochukwu and Thobekile Matimbe.

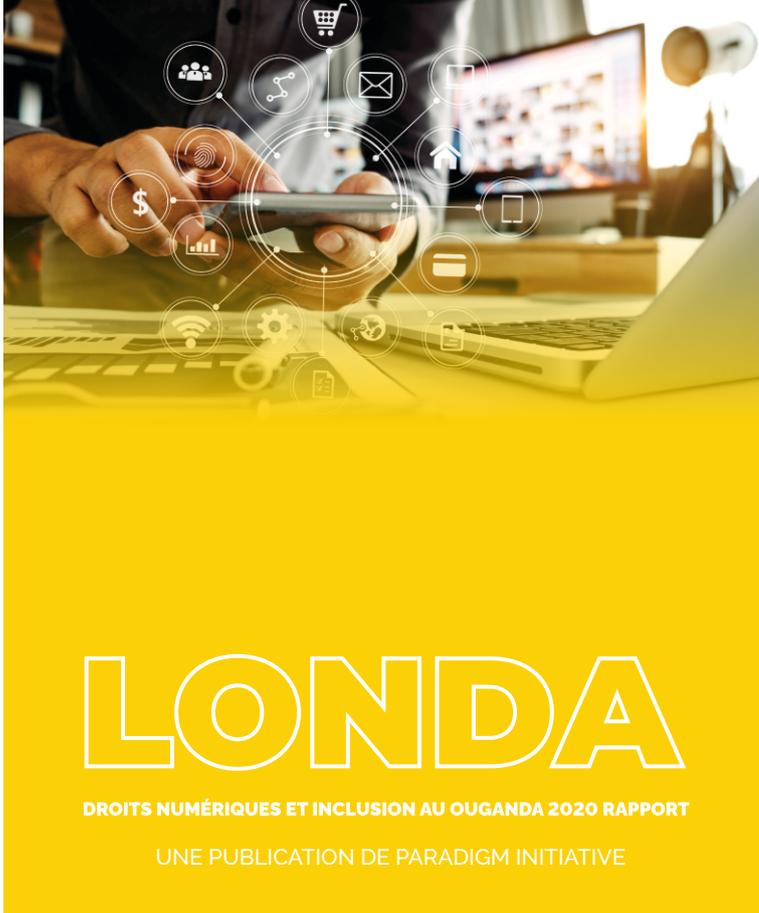
Conçu par Luce Concepts

This publication may be reproduced for non-commercial use in any form provided due credit is given to the publishers, and the work is presented without any distortion.

Copyright © 2021 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)



LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU OUGANDA 2020 RAPPORT

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

Les organisations de la société civile continuent de travailler pour faire progresser les droits et l'inclusion numériques en Afrique, en veillant à ce que les meilleures pratiques soient adoptées dans les politiques et la législation. Ce rapport analyse l'état des droits numériques et de l'inclusion au Ouganda, en examinant les violations et les lacunes, en étudiant l'utilisation et l'application de la politique et de la législation, en soulignant les étapes importantes et en proposant des recommandations pour le paysage numérique en Ouganda. Avec des rapports provenant de 20 pays, cette édition aborde, entre autres, la fracture numérique aggravée par la pandémie de COVID-19 et met en lumière les infractions dans différents domaines thématiques tels que la vie privée, l'accès à l'information et la liberté d'expression, avec un contexte législatif et politique bien énoncé.

TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE DU PAYS	1
SURVEILLANCE ET TAXATION DES MÉDIAS	2
COVID-19 ET ESPACE NUMÉRIQUE	3
LE COVID-19 ET L'ÉDUCATION	3
COVID-19 ET LIBERTÉ D'EXPRESSION	4
COVID-19, VIE PRIVÉE ET PROTECTION DES DONNÉES	5
L'INÉGALITÉ NUMÉRIQUE	6
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	7





L'Ouganda est un pays d'Afrique centrale et orientale qui compte environ 46 millions d'habitants. Il est devenu un pays indépendant en 1962. Son système gouvernemental est une démocratie multipartite, et l'anglais et le swahili sont les langues officielles.¹

CONTEXTE DU PAYS

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU OUGANDA

Les derniers chiffres du régulateur des communications, Uganda Communications Commission (UCC), montrent qu'il y avait 16,9 millions d'abonnés à Internet à la fin du mois de Décembre 2019, tandis que les abonnements mobiles s'élevaient à 26,7 millions en Décembre 2019.² Malgré ces chiffres impressionnants, une majorité de la population reste non connectée, en raison des coûts élevés et de la faiblesse des infrastructures, notamment le manque d'approvisionnement en électricité, en particulier dans les zones rurales. La non-connexion a également été aggravée par le fait qu'un nombre non négligeable de personnes qui accédaient à internet sur leur lieu de travail ne peuvent plus le faire en raison des restrictions Covid-19 et de la fermeture des lieux de travail.³

Le régime juridique régissant la sphère numérique en Ouganda comprend la loi ougandaise sur les communications de 2013, la loi anti-pornographie de 2014, la loi sur la réglementation de l'interception des communications de 2010, la loi sur l'enregistrement des personnes de 2015, la loi sur l'Autorité nationale des technologies de l'information de l'Ouganda (loi n° 4 de 2009) et la loi sur les signatures électroniques de 2011 (loi n° 7 de 2011).



16.9 Million
d'abonnés à Internet à la fin
du mois de Décembre 2019

1. Britannica, 'Uganda', <https://www.britannica.com/place/Uganda>

2. Daily Monitor, 'Internet subscribers rise to 16.9 million', <https://www.monitor.co.ug/uganda/business/technology/internet-subscribers-rise-to-16-9-million-ucc-report-1892924>

3. Unwanted Witness, 'Internet barriers constrain the work of Uganda HRDs amidst COVID-19 pandemic', <https://www.unwantedwitness.org/internet-barriers-constrain-the-work-of-uganda-hrds-amidst-covid-19-pandemic/>



SURVEILLANCE ET TAXATION DES MÉDIAS

Le 30 Mai 2018, le Parlement ougandais a adopté la loi portant modification du droit d'accise dans laquelle les utilisateurs de médias sociaux doivent payer Shs. 200 (0,05 \$) chaque jour pour y accéder.⁴ Le fait de ne pas avoir suspendu la mise en œuvre de la taxe OTT a continué de saper les efforts visant à accroître l'accès aux TIC et leur caractère abordable pour une grande majorité, privant ainsi une large population de l'accès à des services critiques.

L'information et la participation des citoyens aux processus démocratiques. De même, une taxe de 0,5% (initialement 1%) imposée sur toutes les transactions d'argent mobile en vertu de la même loi continue d'exclure de nombreuses personnes de l'économie numérique.⁵

En Septembre 2020, l'UCC a ordonné à tous les sites d'information et aux diffuseurs en ligne d'enregistrer leurs services avant le 5 Octobre 2020. Les

services visés sont les blogs, la télévision en ligne, la radio en ligne, les journaux en ligne, les stations de radio et de télévision sur Internet, les fournisseurs de radio et de télévision en continu et les fournisseurs de vidéo à la demande.⁶ Il ne s'agit pas d'un nouveau règlement, mais plutôt de l'application d'une directive publiée en Mars 2018 qui sanctionnait le non-respect des règles par le risque d'être bloqué par les fournisseurs d'accès à Internet.⁷

L'une des directives controversées incluses exige que les fournisseurs assurent "l'uniformité du contenu" entre les versions en ligne et toute version imprimée ou hors ligne.⁸ Cette exigence est ambiguë et étouffe la créativité et la flexibilité des plateformes en ligne. À la fin du mois de septembre, au moins 48 fournisseurs de services de communication de données et de diffusion en ligne s'étaient inscrits auprès de l'UCC. Certains craignent que cette réglementation ne vise à donner au régulateur un contrôle accru sur les producteurs de contenu en ligne et à les surveiller. Les directives imposent en outre un droit de demande d'autorisation annuelle de 100 000 UGX (environ 27 USD), indépendamment de la taille ou des revenus.⁹

**Le Parlement ougandais a adopté
la loi portant modification du droit
d'accise dans laquelle les utilisateurs
de médias sociaux doivent payer
Shs. 200 (0,05 \$) chaque
jour pour y accéder.**



4. Leadership, 'MPs okay taxes on social media', May 31, 2018, <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:u3ydH5b36Foj:https://leadershipmagazine.org/%3Fp%3D15816+&cd=1&hl=en&ct=clnk&gl=uk>
5. New Vision, 'Mobile money tax reduced to 0.5%', <https://www.newvision.co.ug/news/1486921/mobile-money-tax-reduced-05>
6. Acme, 'UCC's latest directive on online content producer registration arrives with a shadow', <https://acme-ug.org/2020/09/09/op-ed-uccs-latest-directive-on-online-content-producer-registration-arrives-with-a-shadow>
7. Public notice: Registration of online data communication and Broadcast service providers, http://www.ucc.co.ug/wp-content/uploads/2018/03/UCC_ONLINE-DATA-COMMUNICATIONS-SERVICES.pdf
8. Acme, 'UCC's latest directive on online content producer registration arrives with a shadow', <https://acme-ug.org/2020/09/09/op-ed-uccs-latest-directive-on-online-content-producer-registration-arrives-with-a-shadow>
9. Acme, 'UCC's latest directive on online content producer registration arrives with a shadow', <https://acme-ug.org/2020/09/09/op-ed-uccs-latest-directive-on-online-content-producer-registration-arrives-with-a-shadow>

Le refus du gouvernement de suspendre la mise en œuvre de la taxe OTT (Over-The-Top), malgré plusieurs appels de différentes parties prenantes, a continué à saper les efforts visant à accroître l'accès aux TIC et leur caractère abordable pour une grande partie de la population, la privant ainsi de l'accès aux informations essentielles diffusées sur les plateformes de médias sociaux.¹⁰

COVID-19 ET ESPACE NUMÉRIQUE

L'espace numérique, comme tout le reste, a été en 2020 éclipsé par la pandémie de Covid-19. Au 16 Décembre 2020, l'Ouganda avait enregistré 28 168 cas avec 10 005 guérisons et 225 décès.¹¹

Après la confirmation du premier cas de Covid-19 en Ouganda le 22 Mars 2020, le gouvernement ougandais a pris une série de mesures pour endiguer les infections.¹² Ces mesures comprenaient la fermeture des établissements d'enseignement et des lieux de culte, la suspension des rassemblements publics, l'interdiction des transports publics, la fermeture partielle des marchés, un couvre-feu du crépuscule à l'aube, le port obligatoire de masques faciaux et la fermeture des frontières du pays et de l'aéroport international au trafic de passagers.

Ces mesures, bien que bien intentionnées, ont enfreint les principes qui protègent les droits numériques, à savoir:

- l'accès à l'internet et son caractère abordable;
- la liberté d'expression et le droit à l'information;
- la vie privée et la protection des données;

- les groupes marginalisés et les groupes à risque.

Certains acteurs privés, tels que les géants des télécommunications MTN Uganda et Airtel Uganda, ont mis en place des forfaits pour limiter l'accès aux services en ligne,¹³ des forfaits de données "travail à domicile", des informations à taux zéro sur le site du ministère de la Santé et des services de messagerie texte gratuits pour que le public reste en ligne.¹⁴ Les deux entreprises ont également proposé des transactions gratuites dans le cadre du service d'argent mobile afin de réduire au minimum l'échange physique d'argent papier pour prévenir les infections au COVID-19. Toutefois, ces offres n'ont eu qu'une durée très limitée, puisque les frais ont été rétablis le 26 Mai 2020.¹⁵

LE COVID-19 ET L'ÉDUCATION

L'un des principaux défis découlant du lockdown était la poursuite de l'apprentissage pour les étudiants. Le ministère de l'Éducation a mis en place un enseignement à distance pour les niveaux primaire et secondaire par le biais de la radio et de la télévision, et a fourni des supports d'auto-apprentissage aux parents. Il y a cependant eu un manque de clarté en ce qui concerne l'apprentissage en ligne.

Une demande de l'Université chrétienne d'Ouganda visant à organiser des examens en ligne a été rejetée d'abord par le ministère, puis par le parlement, même après que les autorités de l'université aient démontré que les étudiants avaient été préparés à passer les examens en ligne,

10. State of Internet Freedom in Africa 2020: Resetting Digital Rights Amidst The COVID-19 Fallout, https://cipesa.org/?wpfb_dl=361 (accessed on 1/12/2020)

11. <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/uganda/> (accessed 16 December 2020)

12. New Vision, 'COVID-19: Uganda entering more dangerous phase - Museveni', <https://www.newvision.co.ug/news/1521333/covid-19-uganda-entering-dangerous-phase-museveni>, New Vision, 'Uganda confirms coronavirus', <https://www.newvision.co.ug/news/1516875/uganda-confirms-coronavirus>

13. https://twitter.com/Airtel_Ug/status/1242050107727654912?s=20

14. Dignited, 'COVID-19: MTN Uganda Introduces Work From Home Data Bundle', <https://www.dignited.com/59266/mtn-work-from-home-data-bundles-uganda>

15. NilePost, 'Airtel, MTN reinstate charges on sending mobile money', Airtel, MTN reinstate charges on sending mobile money - Nile Post

même avant le verrouillage.¹⁶ Le ministère de l'Éducation et des Sports a également bloqué une demande similaire du Law Development Centre, qui souhaitait organiser des examens en ligne.¹⁷ En juillet, le gouvernement a ordonné aux écoles de cesser de dispenser leur propre enseignement en ligne et de faire payer les parents pour ce service "car ces deux actions sont irrégulières".¹⁸ Cette directive ne concernait toutefois pas les écoles internationales qui ne suivent pas le programme national.

COVID-19 ET LIBERTÉ D'EXPRESSION

Dès Février 2020, le ministère de la Santé a pris des mesures pour dissiper les rumeurs concernant des cas confirmés de Covid-19, avant même qu'un cas ne soit confirmé en Ouganda. En réponse à cet incident et à d'autres cas de désinformation, la Commission des communications de l'Ouganda (UCC) a publié un avis mettant en garde le public contre la diffusion de fausses informations liées au Covid-19. L'UCC a averti que les suspects seraient poursuivis pour avoir enfreint la loi sur l'utilisation abusive des ordinateurs de 2011, la loi sur la protection des données et la confidentialité de 2019 et la section 171 de la loi sur le code pénal Cap 120.¹⁹

En Mars 2020, l'UCC a écrit à trois organes de presse, NTV, Spark TV et BBS TV, en leur demandant de fournir une raison pour laquelle des sanctions réglementaires ne devraient pas être prises à leur encontre. Les trois ont été accusés de diffuser des contenus susceptibles "d'embrouiller, de détourner et d'induire en erreur des membres du public peu méfiants, en les empêchant de se conformer aux directives publiées par les autorités gouvernementales compétentes sur le Covid-19".²⁰

En Avril, un éminent chef d'église, le pasteur Augustine Yiga de Revival Church Kawaala, et Adam Obec, qui travaillait pour la Kampala Capital City Authority, ont été arrêtés et inculpés. Obec a été accusé d'avoir fait circuler sur les médias sociaux des informations selon lesquelles l'Ouganda avait enregistré son



16. Chimp Reports, 'UCU complies with government, suspends online Easter semester exams', <https://chimpreports.com/ucu-complies-with-govt-suspends-online-easter-semester-exams>

17. The Independent, 'Ministry of Education suspends LDC's online classes', <https://www.independent.co.ug/ministry-of-education-suspends-ldcs-online-classes>

18. Daily Monitor, 'Stop charge for online lessons, govt tells schools', <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/stop-charge-for-online-lessons-govt-tells-schools-1896058>

19. Uganda Communications Commission Blog, 'Public advisory notice on circulation of fake information', <https://uccinfo.blog/2020/03/22/public-advisory-notice-on-circulation-of-fake-information/>

20. UCC calls out 3 TV stations on COVID-19; <https://uccinfo.blog/2020/03/29/ucc-calls-out-3-tv-stations-on-covid-19>



l'UCC a révélé qu'elle avait installé un dispositif de vérification des faits sur son site Web à l'intention de tout membre du public souhaitant vérifier des informations sur un sujet quelconque avant de les partager.

premier décès lié au Covid-19 dans le district de Koboko, un acte qui, selon lui, a déclenché la peur et la panique au sein du grand public et a entravé les efforts de l'Ouganda pour combattre le coronavirus.²¹ Le pasteur Augustine Yiga a été accusé de diffusion de fausses informations et de propagande nuisible en rapport avec le Covid-19.²²

En Octobre, l'UCC a révélé qu'elle avait installé un dispositif de vérification des faits sur son site Web à

l'intention de tout membre du public souhaitant vérifier des informations sur un sujet quelconque avant de les partager. Elle a également prévenu qu'en vertu de la loi sur les abus informatiques de 2011, dès que vous transférez quelque chose à l'aide de votre téléphone, vous devenez légalement l'auteur et le créateur de ce contenu et êtes passible de poursuites.²³

COVID-19, VIE PRIVÉE ET PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre des mesures de lutte contre le Covid-19, le gouvernement a adopté plusieurs instruments statutaires destinés à faciliter l'identification, l'isolement et l'endiguement de la propagation du Covid-19 dans le pays. Il s'agit notamment des Public Health (Control of COVID-19) Rules, 2020, en vertu de la Public Health Act Cap.281, qui donne le pouvoir à un médecin ou à un inspecteur sanitaire de pénétrer dans tout local afin de rechercher tout cas de Covid-19 ou de

s'enquérir s'il y a, ou s'il y a eu, des cas de Covid-19 dans les locaux.²⁴ En outre, la section 5 des règles habilite le médecin à identifier et à ordonner la mise en quarantaine ou l'isolement de tous les contacts des patients suspectés d'être atteints du Covid-19. Cependant, alors que le nombre de cas augmentait et que le gouvernement redoublait d'efforts pour assurer le dépistage des personnes revenant des zones à coronavirus à l'étranger, il a été signalé que des Ougandais utilisaient des

21. PML Daily, 'KCCA staff arrested over spreading fake news on coronavirus', <https://www.pmeldaily.com/news/2020/04/covid-19-crisis-kcca-staff-arrested-over-spreading-fake-news-on-coronavirus.html>

22. New Vision, 'Pastor Yiga could spend seven years in prison', <https://www.newvision.co.ug/news/1517283/pastor-yiga-spend-seven-prison>

23. <https://www.newvision.co.ug/news/1528471/ugandans-spreading-fake-news-prosecuted-ucc>, (accessed on 1/12/2020)

24. Section 6(t) of the Public Health (Control of COVID-19) Rules of 2020, <https://ulii.org/ug/legislation/statutory-instrument/2020/52>

principalement Facebook et WhatsApp, pour partager les coordonnées personnelles des personnes suspectées d'être rentrées au pays, avec des menaces d'exposition supplémentaire si elles ne se présentaient pas pour le dépistage.²⁵ Le ministère de la Santé aurait été en possession des coordonnées de tous les passagers entrés dans le pays au cours des deuxième et troisième semaines de mars, coordonnées que le ministère utilisait pour les retrouver. A Jinja, un couple a été contraint de demander la protection des autorités du district après que la communauté où il vivait ait menacé de l'expulser de sa maison où il s'était isolé.²⁶

Bien que les mesures prises par le ministère pour retrouver la trace de tous les rapatriés depuis des endroits comme Dubaï, et de leurs contacts, aient été bien intentionnées, tout comme les efforts déployés par des citoyens vigilants pour appeler les rapatriés à se soumettre volontairement à un test de dépistage, la situation a entraîné l'exposition involontaire de détails personnels individuels qui les ont mis en danger, ce qui est contraire à la loi de 2019 sur la vie privée et la protection des données.

L'INÉGALITÉ NUMÉRIQUE

Avant même la pandémie de Covid-19, les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées et les habitants des communautés rurales étaient déjà confrontés à l'exclusion numérique et aux violations de leurs droits à l'information qui en résultaient.²⁷ Cette exclusion a été exacerbée par la pandémie de Covid-19 et s'est manifestée par l'exclusion des personnes marginalisées de l'apprentissage en ligne, du travail à distance et de l'accès à l'information. En Ouganda, de nombreuses femmes et personnes handicapées restent hors ligne en raison du coût élevé des gadgets, d'une taxe sur les médias sociaux, d'une mauvaise connectivité, du coût élevé des données et de compétences numériques insuffisantes.²⁸

Un rapport du réseau Women of Uganda Network (WOUGNET) indique que même les rares femmes qui parviennent à accéder à l'internet sont victimes d'une nouvelle forme de violence sexiste communément appelée "violence assistée par la technologie contre les femmes et les filles". Une enquête de WOUGNET indique qu'au cours des trois mois de Mars, Avril et Mai 2020, 50% des femmes ont été confrontées à la violence assistée par la technologie ou ont entendu parler d'un incident soit par une amie, soit par les médias sociaux, la radio ou la télévision, tandis que les autres n'étaient pas sûres.²⁹

25. Daily Monitor, 'Coronavirus: Uganda hunts', <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/coronavirus-uganda-hunts-500-dubai-returnees-1882602>

26. Daily Monitor, 'COVID-19: Dubai returnee, wife quarantined at Jinja Hospital after residents threaten with eviction', <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/covid-19-dubai-returnee-wife-quarantined-at-jinja-hospital-after-residents-threaten-with- eviction-1882196>

27. World Bank, 'Africa's young people speak out about ending digital exclusion in their countries', <https://blogs.worldbank.org/youth-transforming-africa/africas-young-people-speak-out-about-ending-digital-exclusion>

28. African Internet Right, 'Women face internet access challenge during the COVID-19 pandemic in Uganda', https://africaninternetrights.org/sites/default/files/Peace_Oliver_o.pdf

29. WOUGNET, 'Submission on domestic violence in the context of COVID-19', <https://wougnet.org/assets/portal/wougnetwebsite/publications/2020-11-16/report.pdf>

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS



Il existe déjà des barrières au domaine numérique en Ouganda, tant en raison des prix élevés que de la surveillance et du contrôle des médias. La crise du Covid-19 menace d'aggraver la situation, ainsi que d'accroître la fracture numérique à laquelle sont confrontées les femmes et les minorités. Les recommandations suivantes visent à prévenir ce scénario:

- Le gouvernement devrait mettre en place des mécanismes pour endiguer la désinformation et la mésinformation. La meilleure façon d'y parvenir est de collaborer avec les principales parties prenantes et non d'étouffer la liberté d'expression. Le gouvernement ne doit pas faire de la pandémie de Covid-19 un instrument qui étouffe la liberté d'expression et l'expansion et la jouissance des droits numériques.
- Le gouvernement doit travailler en étroite collaboration avec les plateformes et les entreprises Internet afin de fournir des gadgets de qualité à un prix abordable et des services Internet fiables pour garantir un large accès aux droits numériques et la jouissance de ces derniers. Universités et organismes de recherche.
- Les organisations académiques et de recherche devraient explorer l'impact des mesures gouvernementales Covid-19 sur les droits humains fondamentaux. Société civile et organisations de défense des droits.
- Les organisations de la société civile et les organisations de défense des droits doivent continuer à plaider en faveur de la dépénalisation de la liberté d'expression et s'élever contre la mise en œuvre de mesures qui portent atteinte à la liberté d'expression.
- La société civile et les organisations de défense des droits doivent également sensibiliser les citoyens ordinaires et leur donner les compétences et les outils nécessaires pour identifier les discours de haine, ainsi que les fausses informations et la désinformation.

LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU OUGANDA 2020 RAPPORT

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE



Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: media@paradigmhq.org

www.paradigmhq.org

     @ParadigmHQ